



LETTRES PATENTES DU ROI,

QUI prorogent la perception d'un Droit d'Octroi de 5 sols par Poinçon de vin, passant sous le Pont de la Ville de Nevers, avec le doublement dudit Droit, & le Droit de 40 s. aussi avec le doublement par Poinçon de vin, entrant dans ladite Ville; le tout pendant le tems qui reste à expirer des six années fixées par la Déclaration du 11 Février 1764.

Données à Versailles le 24 Mars 1765.



LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris: SALUT. Nous avons ordonné, par notre Déclaration du onze Février mil sept cent soixante-quatre, que toutes les Villes, Bourgs & Communautés qui percevoient à leur profit des droits d'Octroi ou autres généralement quelconques, par nous concédés, feroient tenus d'envoyer au Contrôleur-Général de nos Finances, dans trois mois, à compter du jour de l'enregistrement de notredite Déclaration, des Mémoires contenant, en premier lieu, la dénomination & la nature desdits Droits, ainsi que leurs Titres, tant originaux qu'actuels, & les époques d'extinction de ceux

qui n'étoient établis que pour un tems ; en second lieu , le produit annuel de chacun d'iceux ; en troisième lieu , le montant des frais annuels de ladite perception ; en quatrième lieu , l'état des dépenses annuelles qui se faisoient sur lesdits revenus , & les motifs de chacune desdites dépenses ; en cinquième lieu , le montant des sommes qui auroient pû être empruntées sur le produit desdits droits. Nous avons ainsi annoncé notre désir de connoître exactement la situation de chacune desdites Villes & Communautés ; & de soulager nos Peuples de ceux desdits Droits dont le produit ne se trouveroit affecté qu'à des Charges qui ne seroient pas d'une nécessité indispensable , ou dont la dépense pourroit être différée sans inconvéniens ; mais aussi , dans la crainte d'intercepter un produit nécessaire , Nous aurions ordonné en même-tems que tous les Droits d'Octrois & autres par Nous concédés , qui auroient été compris dans les Mémoires ou Etats qui devoient nous être adressés aux termes de ladite Déclaration , continueroient d'être perçus pour la durée qui leur avoit été assignée , laquelle néanmoins n'excéderoit pas six années , pour ceux desdits Droits qui n'auroient pas été valablement établis pour de plus longs termes ; & Nous étant depuis fait rendre compte des Mémoires qui nous ont été adressés en exécution de notredite Déclaration , par les Officiers Municipaux de la Ville de Nevers , & après avoir reconnu que la jouissance du Droit de cinq sols d'Octroi par chaque poinçon de Vin passant sous le Pont de ladite Ville de Nevers , avec le doublement dudit Droit , & celui de quarante sols par chaque Poinçon de Vin entrant dans ladite Ville , aussi avec le doublement par Nous cédé à ladite Ville , & dont la perception avoit été autorisée par différents Arrêts de notre Conseil , étoit indispensable à la Ville dans son état actuel , Nous aurions reconnu qu'il n'étoit pas moins juste que nécessaire d'autoriser lesdits Maire & Echevins à continuer la perception du Droit , pour mettre ladite Ville en état de fournir aux dépenses dont elle est tenue , & notamment d'entretenir les Ponts qui établissent la communication de la droite à la gauche de la Riviere de Loire ; & Nous nous sommes porté à ordonner par un Arrêt cejourd'hui rendu en notre Conseil d'Etat , Nous

y étant, que notredite Déclaration du onze Février mil sept cent soixante-quatre, seroit exécutée selon sa forme & teneur; & qu'en conséquence les Maire & Echevins de ladite Ville de Nevers continueroient de faire percevoir ledit Droit d'Octroi pendant le tems qui reste à expirer des six années fixées par ladite Déclaration, & à régler l'emploi du produit dudit Droit, de façon qu'il ne pût être détourné de sa destination, & que la totalité en fût exactement appliquée, tant à l'entretien desdits Ponts, qu'aux autres dépenses nécessaires de ladite Ville, pour l'exécution duquel Arrêt Nous aurions ordonné que toutes Lettres nécessaires seroient expédiées. A CES CAUSES, & de l'avis de notre Conseil, qui a vu ledit Arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, Nous avons ordonné, & par ces présentes signées de notre main, Nous ordonnons que les Maire & Echevins de la Ville de Nevers continueront de faire percevoir le Droit d'Octroi de cinq sols par Poinçon de Vin passant sous le Pont de ladite Ville, avec le doublement dudit droit, & le droit de quarante sols, aussi avec le doublement, par poinçon de Vin entrant dans ladite Ville, le tout pendant le tems qui reste à expirer des six années fixées par notredite Déclaration du onze Février mil sept cent soixante-quatre, pour en être le produit employé; sçavoir, moitié aux dépenses nécessaires pour la reconstruction de l'Hôtel commun de la Ville de Nevers, ou à l'acquisition d'une autre Maison destinée à faire ledit Hôtel; & l'autre moitié par préférence à l'entretien des Ponts de ladite Ville, ensuite au paiement des dettes exigibles, même au remboursement des capitaux dans l'ordre qui sera déterminé dans l'assemblée des Notables de ladite Ville, & conformément à l'article XV de l'Edit du mois d'Août dernier. Ordonnons que, six mois avant l'expiration desdites six années, il sera par les Maire & Echevins de ladite Ville dressé un Etat général du produit desdits Droits perçus en exécution des présentes, de l'emploi dudit produit des remboursemens faits, & de ceux qui resteroient encore à faire, ensemble un état de situation de la Ville d'après lesdits remboursemens, pour, le tout envoyé au Contrôleur Général de nos Finances, être sur son rapport & sur

l'avis du Commissaire départi, par nous statué sur l'extinction, continuation ou modification dudit Oétroi, ainsi qu'il appartiendra. SI VOUS MANDONS que ces Présentes vous ayez à faire enregistrer, & le contenu en icelles, ensemble ledit Arrêt exécuter suivant leur forme & teneur; car tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles le vingt-quatrième jour de Mars, l'an de grace mil sept cent soixante-cinq; & de notre Regne le cinquantième. *Signé, L O U I S. Et plus bas; Par le Roi, P H E L Y P E A U X.* Et scellées du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, oui, ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le trente Avril mil sept cent soixante-cinq.

Signé, D U F R A N C.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement, rue de la Harpe, à l'Hercule 1765.